

La Colombie appelle à la restructuration du système financier lors de la COP28

Image not found or type unknown



La Havane, 2 décembre, (RHC)- Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a plaidé vendredi à Dubaï en faveur d'une restructuration du système financier mondial et de l'échange de la dette publique contre des mécanismes de financement des plans d'adaptation à la crise climatique.

Gustavo Petro a déclaré que son pays propose de surmonter la contingence créée par le réchauffement climatique en s'appuyant sur le multilatéralisme, en rendant les plans proposés contraignants et en créant un espace pour que les autorités publiques planifient la transition vers une économie décarbonisée.

Il a également mis en garde contre l'appauvrissement des conditions environnementales de la planète et la façon dont les modes de consommation actuels exacerbent cette situation.

"Aujourd'hui, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dans le monde ont augmenté de 12 % par rapport à 2010. En d'autres termes, les secteurs les plus riches de l'humanité ont augmenté leur consommation de carbone et les émissions entraînent l'humanité dans une crise. En plus de cette aberration, le Fonds pour le climat n'a pas été financé comme promis pour protéger les populations non émettrices, c'est-à-dire les pauvres", a-t-il déclaré.

"Je pense que si les détenteurs de richesses du Nord encouragent la production de carbone, c'est-à-dire s'ils ne cessent pas de consommer du carbone, du pétrole et du gaz, les piliers qui soutiennent l'existence de la vie humaine seront irrémédiablement brisés. Mais cet effondrement, a-t-il déploré, sera généré de manière inégale".

"Les victimes du climat, a-t-il averti, se multiplieront et se trouveront dans les pays dont la contribution aux gaz nocifs est nulle ou négligeable".

La question des énergies fossiles semblait vendredi diviser les pays du Nord et du Sud.

La plupart des intervenants se sont contentés de répéter leurs engagements existants sur le climat, dont presque aucun n'est en ligne avec l'accord de Paris.

Le Premier ministre Narendra Modi, vise la neutralité carbone en 2070, 20 ans après la plupart des pays riches, sommés par ailleurs par les experts de dépenser plus pour remplacer les hydrocarbures par de l'électricité propre et avancer encore cette date.

Emmanuel Macron a enjoint les pays riches du G7 à donner l'exemple et à cesser de brûler du charbon d'ici 2030, rappelant que la France fermerait ses dernières centrales au charbon, maintenues en activité avec la crise énergétique, avant 2027.

"La Terre en a ras-le-bol des accords sur le climat qui ne sont pas respectés", a de son côté tonné le président brésilien Lula, qui accueillera la COP30 dans deux ans.

La combustion du charbon, du pétrole et du gaz depuis le 19^e siècle nous emmène vers un réchauffement invivable de près de 3°C d'ici 2100. Tout le CO₂ généré est de très loin la principale source du réchauffement, mais jamais une COP n'a appelé à en sortir, tant cela implique de changements économiques et sociaux.

Comme un avertissement aux négociateurs pour les deux prochaines semaines, le président polonais, Andrzej Duda, a lancé à la tribune: "Sortir des énergies fossiles trop vite engendre une charge trop lourde pour la société".

Un document de travail en vue de l'accord final, publié vendredi matin, propose aux pays de se prononcer sur une "réduction" ou une "sortie" des énergies fossiles. Sans doute le paragraphe qui sera le plus vivement débattu ces prochains jours.

Sources : Plusieurs

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/341037-la-colombie-appelle-a-la-restructuration-du-systeme-financier-lors-de-la-cop28>



Radio Habana Cuba